

Dr Anne-Hélène MONCANY
CRIA VS, CH Marchant
anne-helene.moncany@ch-marchant.fr



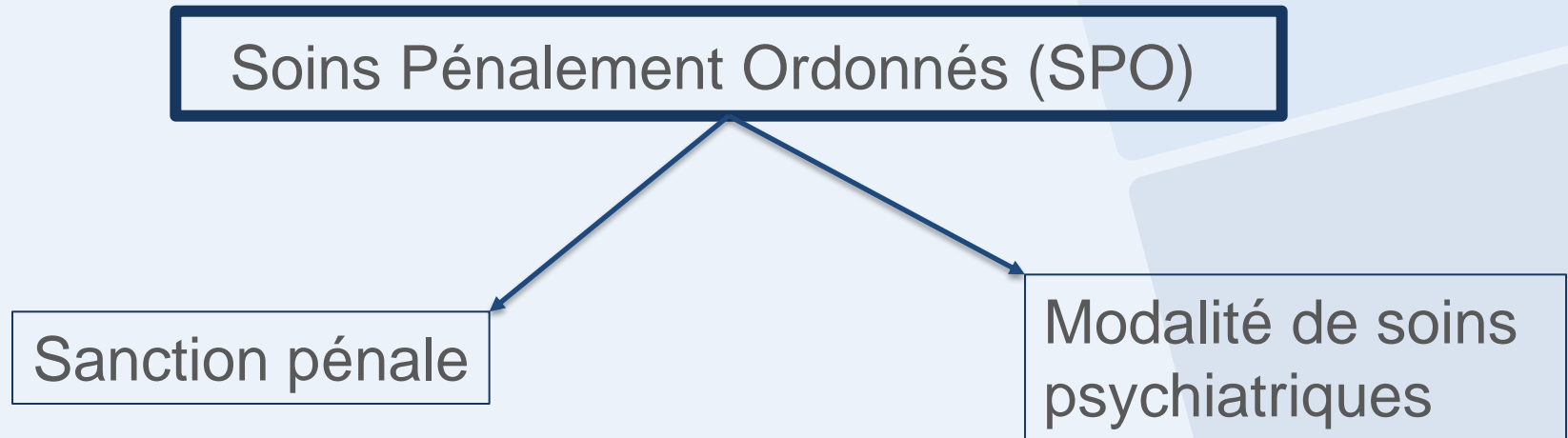
Soins pénalement ordonnés (SPO)

Introduction

- Soins pénalement ordonnés => psychiatres condamnés?
 - A qui s'impose la mesure?
 - Patients sans demande de soins?
 - Risque médico-légal?
- Articulations santé-justice



Définition générale

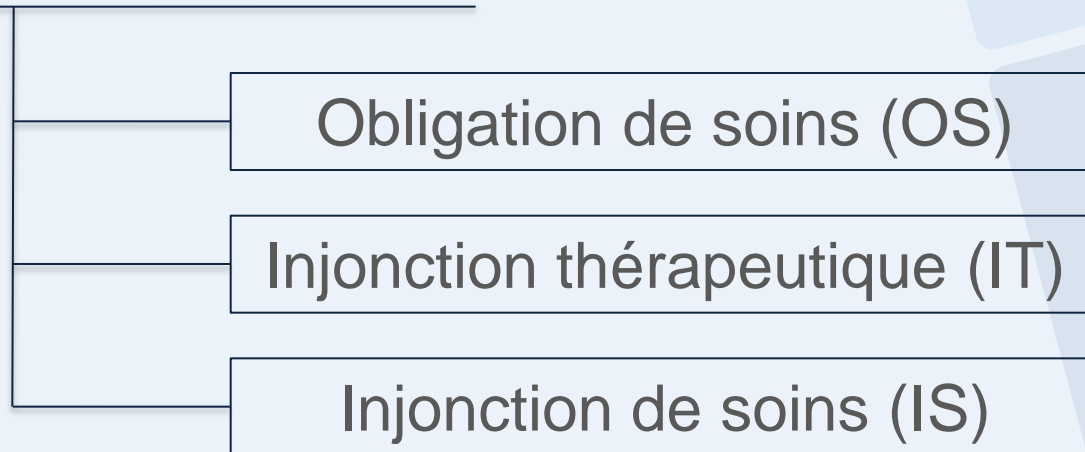


- Prononcés par la Justice contre des auteurs d'infractions **responsables** de leurs actes
- Soins **avec consentement**



Définition générale

Les trois formes de SPO



OS
(1954)

IT
(1970)

IS
(1998)

CRIAVS
(2006)





L'obligation de soins

L'OS peut intervenir à différentes phases du procès pénal

En pré-sentenciel
(Art. 138 du CPP)

- Modalité du **contrôle judiciaire** ou de l'**Assignation à Résidence sous Surveillance Electronique**, prononcée par le Juge d'Instruction ou le JLD, lorsque la personne mise en examen encourt une peine d'emprisonnement délictuelle ou de réclusion criminelle
- Une modalité du contrôle judiciaire prononcée par le JLD lorsque la convocation en Justice est remise par le Procureur de la République à l'issue d'un déferrement Aart. 394 du CPP)

A la phase de jugement

- Prononcée par toute juridiction de jugement dans le cadre d'un Sursis avec Mise à l'Epreuve ou sursis-TIG, d'un Suivi Socio-Judiciaire ou d'une contrainte pénale

En post-sentenciel

- Prononcée par le JAP, dans le cadre d'un aménagement, d'un SME



- La personne doit prendre attache auprès d'un ***professionnel de santé*** (les compétences sont adaptées à la problématique ciblée par l'OS)
 - Elle doit apporter la preuve qu'elle se soumet à cette obligation : ***attestation*** de soins ou de consultations

Modalités

- ***Aucune expertise psychiatrique*** préalable n'est requise
- Peut être prononcée à l'encontre de tout auteur de ***crimes*** ou de ***délits*** punis d'emprisonnement et ***âgé de plus de 13 ans***



Durée de l'Obligation de Soins

Pré-sentenciel

- Toute la durée du contrôle judiciaire ou de l'ARSE

Sentenciel

- Correspond à la durée d'épreuve de la mesure (entre 1 an et 3 ans, en cas de récidive peut être portée à 5 ans voire 7 ans)

Post-sentenciel

- L'OS prononcée par le JAP couvre le temps de la mesure à laquelle elle se rattache (par exemple la durée d'épreuve d'un SME ou la durée de la peine d'emprisonnement ayant fait l'objet d'un aménagement)



Mainlevée

- Lorsque l'OS est prononcée par une juridiction de jugement ou le JAP, ***seul le JAP peut la lever***
 - Même si le psychiatre n'estime pas opportune cette mesure de soins, elle est une peine qui s'applique à la personne condamnée
- La demande de mainlevée peut-être formulée auprès du juge par l'intéressé, comme pour toute autre obligation

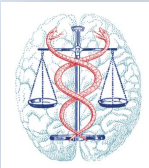




L'injonction thérapeutique

Définition

- L'**injonction thérapeutique** est une modalité d'obligation de soins, avec quelques spécificités.
 - Introduite dans la loi du 31 décembre 1970
- Constitue une **voie d'accès aux soins**, sur incitation de la Justice, pour des personnes présentant des **troubles d'usage des substances** sans prise en charge sanitaire



L'IT peut être

Une **obligation de la composition pénale**, mesure alternative aux poursuites pénales : elle est alors prononcée préalablement à l'engagement de l'action publique et la durée de la mesure est de 24 mois maximum

Une obligation assortissant une peine de type SME, STIG, Contrainte Pénale

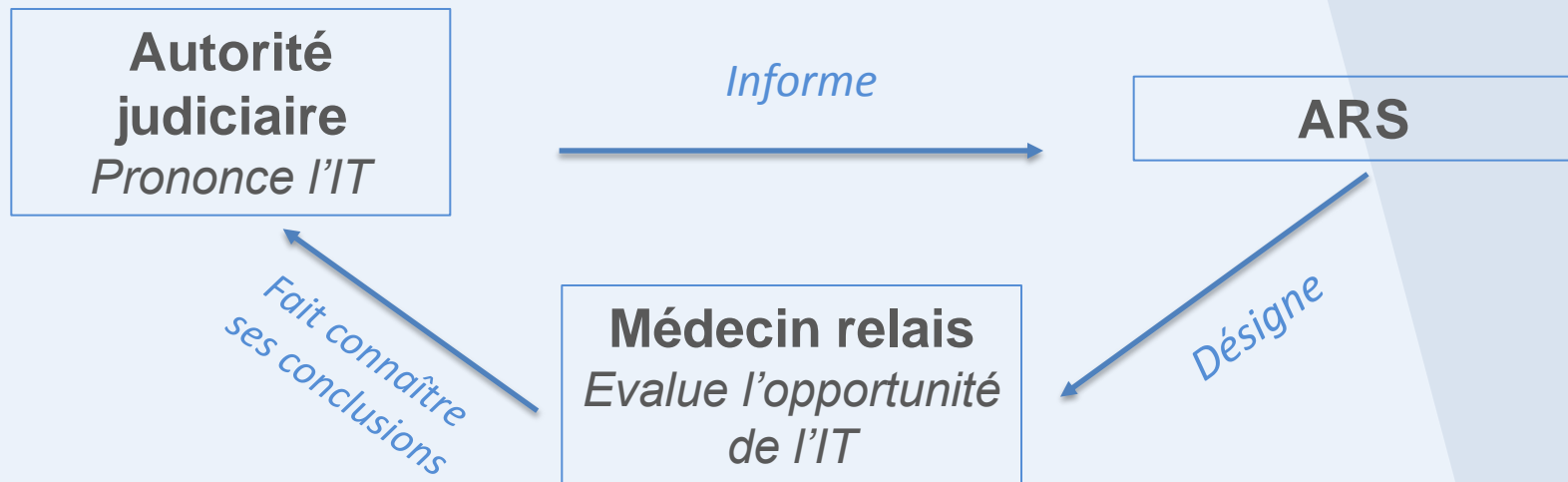
Des attestations de consultations ou de soins sont utiles à l'intéressé pour prouver le respect de la mesure



Les acteurs de l'Injonction Thérapeutique

Le Médecin relais

- Habilité par l'ARS, sur liste du Procureur de la République
- Oriente le sujet vers les professionnels adéquats
- Informe l'autorité judiciaire de l'évolution du sujet et de sa dépendance





L'injonction de soins

Modalités de l'IS

- L'IS ne peut être prononcée qu'après qu'une **expertise psychiatrique** a conclu à son opportunité et en répression **d'infractions pour lesquelles le Suivi Socio-Judiciaire est encouru**

Le SJJ : principal cadre juridique d'application de l'IS

Par principe, le SSJ comporte une IS, sauf décision spécialement motivée par la juridiction de jugement, loi du 10 aout 2007 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

L'IS peut également s'inscrire dans le cadre :

- d'une **libération conditionnelle** (Art. 731-1 CPP)
- d'une **surveillance judiciaire** (pour les condamnés libérés qui ont été déclarés dangereux, la surveillance s'applique le temps équivalent aux réductions de peine dont ils ont bénéficié et comporte des obligations dont l'IS, Art. 723-29 à 723-39 CPP)
- d'une **surveillance de sûreté** (qui prolonge les obligations dont l'IS qui se rattachent notamment à une surveillance judiciaire ou un SSJ au-delà de la durée de celle-ci, Art. 723-37 CPP, 763-8CPP)



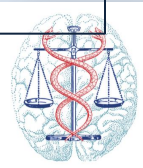
Durée du Suivi Socio-Judiciaire

Pour les délits : la durée maximale du SSJ est de **10 ans**

- Sauf si la juridiction de jugement décide de la porter à 20 ans sur décision spécialement motivée

Pour les crimes : la durée maximale du SSJ est de **20 ans**

- Portée à 30 ans maximum pour les crimes punis d'une réclusion criminelle de 30 ans
- Voire sans limitation de durée pour les crimes punis de la réclusion criminelle à perpétuité



Injonction de Soins et Consentement

- L'IS n'est pas un soin sans consentement
 - **Le consentement du sujet doit être obtenu**
 - S'il n'y consent pas, de même que s'il ne respecte pas le cadre de l'IS (non présentation aux consultations médicales, rupture du suivi ou du traitement), il encourt une **peine d'emprisonnement**, préalablement fixée par la juridiction de jugement

Emprisonnement max. encouru pour non-respect de l'IS

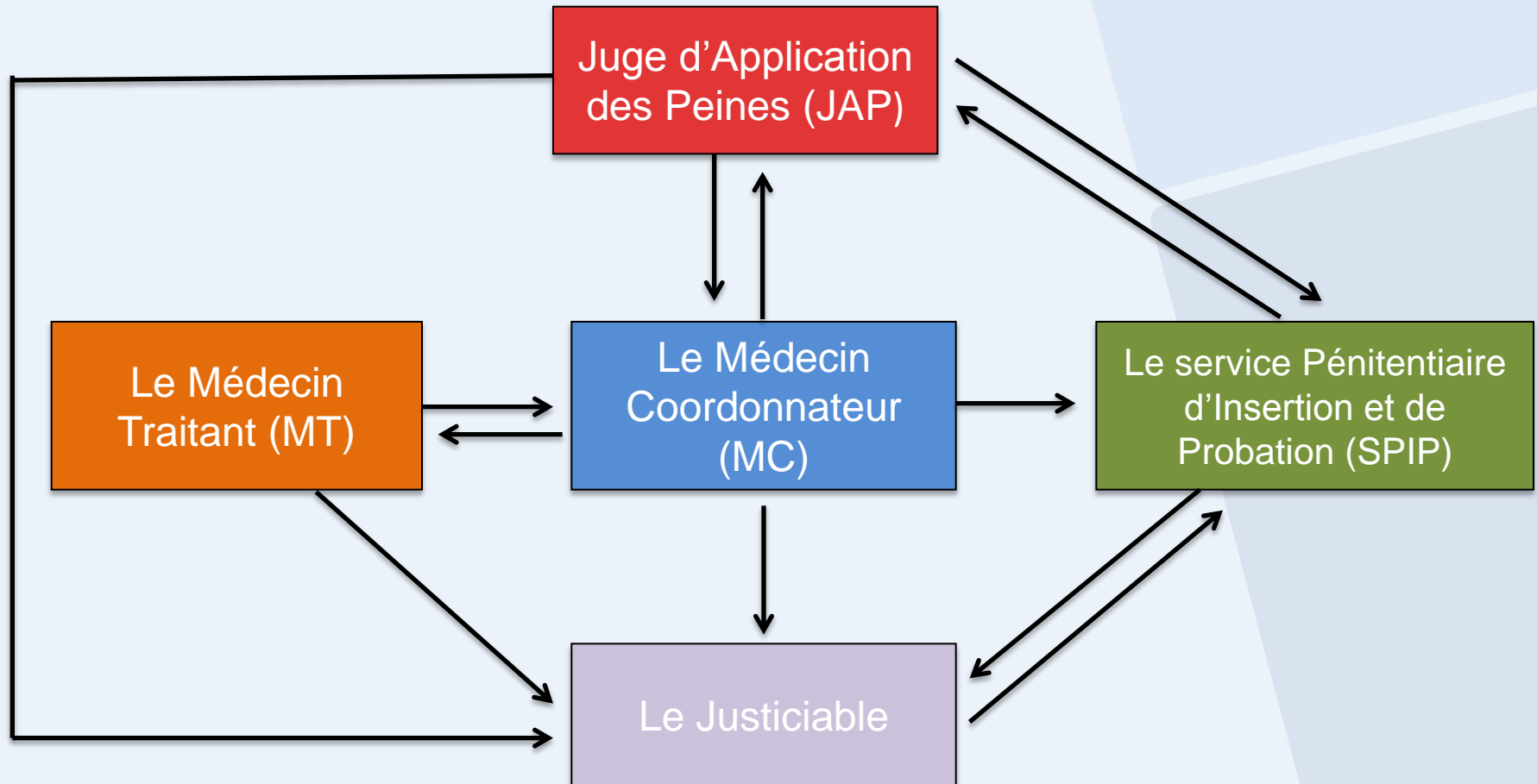
- Pour les délits : 3 ans
- Pour les crimes : 7 ans



- L'IS ne peut débuter qu'en phase **post-sentencielle**
 - Après l'établissement de la **culpabilité** de l'intéressé
- L'IS ne commence pas en détention :
 - Seule une **incitation aux soins** peut être proposée
 - Début après la peine privative de liberté, et accomplissement en milieu ouvert
 - Mais, le JAP informe le condamné **au début de la détention** qu'il doit mettre en œuvre des soins dès son incarcération, à défaut de quoi il ne pourra pas prétendre aux réductions de peines supplémentaires



Les acteurs de l'Injonction de Soins

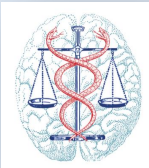


ARTICULATION ENTRE CHAMP JUDICIAIRE ET SANITAIRE



Prise en charge des sujets en IS

- C'est l'état de santé du sujet qui préside aux orientations de prise en charge psychiatrique :
 - Le contenu : psychothérapie, chimiothérapie, prise en charge groupale
 - Le cadre : consultation, hospitalisation de jour ou complète, fréquence, durée des entretiens...
 - ...ne sont pas influencés par le caractère pénalement ordonné des soins
- Les **traitements freinateurs de la libido** pourront être proposés. Comme pour tout traitement, l'obtention du **consentement** du patient est un préalable à la prescription
- Les attestations de suivi sont remises au sujet en soins



La question du secret médical

- OS : pas de dérogation
- IS :
 - Article L.3711-3 du CSP : les MC et traitants peuvent dévoiler des informations au JAP ou au CPIP en cas :
 - d'interruption du traitement : le médecin traitant est habilité à en informer le juge de l'application des peines ou l'agent de probation et en avise immédiatement le médecin coordonnateur
 - de refus ou d'interruption contre l'avis du médecin traitant : le médecin traitant signale cette information au médecin coordonnateur qui en informe immédiatement le juge de l'application des peines, dans le respect des dispositions relatives au secret médical. Si le médecin coordonnateur est indisponible, le médecin traitant peut alors informer directement le juge de l'application des peines ;
 - de difficultés survenues dans l'exécution du traitement : le médecin traitant peut en informer le médecin coordonnateur qui est habilité à prévenir le juge de l'application des peines ou l'agent de probation.



Conclusion

- Nombre de mesures en augmentation mais peu d'évaluation de ces dispositifs
- Importance de bien connaître les cadres
- Liberté sur le contenu du soin
- Si questions :
 - criavs-mp@ch-marchant.fr
 - www.ffcriavs.org
 - legifrance.fr



cifas2019 | 10^e congrès international francophone sur l'agression sexuelle

11 |
12 | JUIN 2019 |
13 | LE CORUM MONTPELLIER |
14 | FRANCE

SEXUALITÉS ET TRANSGRESSIONS :
LA QUESTION DE L'AUTRE
lois, soins & préventions

cifas-congres.com

